

Guide à l'usage des territoires

DES SERVICES PUBLICS NUMÉRIQUES POUR VOS ADMINISTRÉS

Edition 2020



ÉDITO

Depuis 2013, une communauté d'hommes et de femmes animée par la volonté de redonner du sens à l'action publique s'investit pour construire des services publics numériques suivant l'approche beta.gouv.fr, aussi connue sous le nom de "Startup d'État".

Cette approche vise à transformer la manière de résoudre des problèmes au sein de l'administration, en mettant le citoyen (ou parfois l'agent public, quand il est affecté par le problème) au cœur des attentions. Au fil des années, l'approche beta.gouv.fr a essaimé au sein de l'État et des Collectivités Territoriales et a permis la construction de plus de 90 produits numériques.

Découvrir une trentaine de produits numériques publics et gratuits dont votre territoire pourrait bénéficier, vous permettra en tant qu'élu.e.s, directeurs ou directrices de la fonction territoriale, agents de la fonction publique, de contribuer à offrir un service de qualité ou à résoudre des problèmes de politiques liés à l'environnement, à l'emploi, aux mobilités etc. éventuellement présents sur votre territoire.

Vous souhaitez en savoir plus sur l'approche beta.gouv.fr et sur l'accompagnement dont votre collectivité pourrait bénéficier pour investiguer et résoudre des problèmes rencontrés par vos citoyens ?



être rappelé



nous écrire

Pour vous !

Pensé pour : communes, départements, régions



 <https://incubateur.anct.gouv.fr>

 **Contactez-nous !**

Bérengère Aujard

incubateur@anct.gouv.fr



Incubateur des Territoires

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Permettre l'émergence rapide de services numériques de qualité au service des politiques publiques des collectivités territoriales et de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT), répondant à des problèmes concrets.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Lancement de l'Incubateur des Territoires

● Quel est notre objectif d'impact ?

- Conduire l'investigation de problèmes de politique publique avec les territoires et définir des pistes de solutions concrètes pouvant être expérimentées à petite échelle rapidement;
- Promouvoir une logique partenariale inter-collectivités;
- Accompagner le passage à l'échelle des services numériques et la sortie d'incubation via une ingénierie de gouvernance partagée État-Collectivités et partenariats public-communs.

SOMMAIRE

NOS SERVICES PHARES

Administration +	6
Demarches-simplifiees	7
CoMobi	8
Poubelles battle	9
Aides-territoires	10
Base d'adresse nationale	11
Place des Entreprises	12

ADMINISTRATION

api.gouv.fr	14
API Entreprise	15
API Particulier	16
Data Pass	17
E.contrôle	18

OPEN DATA

data.gouv.fr	20
guides.etalab.gouv.fr	21

CITOYEN

Code du travail numérique	23
AccesLibre	24

ENVIRONNEMENT

Camino	26
CartoBio	27
Peps	28
Trackdéchets	29
UrbanVitaliz (friches)	30

INSERTION

Diagoriente	32
DomiFa	33
eva	34
Plateforme de l'Inclusion	35
RDV-solidarités	36

MOBILITÉS

Registre de Preuve de Covoiturage	38
-----------------------------------	----

HABITAT

Histologe	40
-----------	----

NOS SERVICES PHARES

Pensé pour : communes, départements, régions



👉 <https://beta.gouv.fr/startups/aplus.html>

✉ Contactez-nous !

Zohra Lebel-Sedki

zohra.lebel@beta.gouv.fr

Administration+

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Résoudre les blocages administratifs que rencontrent les usagers.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Une plateforme d'échanges qui met en relation directe des aidants (travailleurs sociaux, agents publics) avec les administrations partenaires (DDFIP, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Justice) et organismes de sécurité sociale (CNAV, MSA, CAF, CPAM). Elle permet également les échanges inter-administrations dans le cas où le blocage requiert l'attention de plusieurs organismes. La plateforme inclut également un système de création de mandat à distance (SMS). Elle est donc efficace en situation de crise sanitaire voire de confinement.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Actuellement utilisée dans l'ensemble des structures France Services labellisées réparties sur tout le territoire (DOM-TOM inclus), ainsi que par les travailleurs sociaux de certains conseils départementaux, Administration+ ambitionne d'être mis à disposition de tous les travailleurs sociaux.



Pensé pour : tout organe administratif ou association reconnue d'utilité publique



 www.demarches-simplifiees.fr

Contactez-nous !

Philippe Vrignaud, Rédouane Bouchane

contact@demarches-simplifiees.fr

Demarches-simplifiees

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Face au problème de dématérialisation longue et coûteuse, demarches-simplifiees permet à toute administration de dématérialiser ses formulaires gratuitement et en quelques heures.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Le produit permet à tout agent administratif, doté de compétences informatiques ou non, de déployer un téléservice auprès des usagers et de disposer d'une interface pour instruire les dossiers.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Réduction du temps de traitement des dossiers. Ce dispositif est utilisé par plus d'un million d'administrations. Plus d'un million de dossiers usagers ont été déposés.

Pensé pour : territoires peu denses



 www.comobi.fr

 **Contactez-nous !**

Sabine Safi

equipe@comobi.fr

CoMobi

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Sur tous les territoires peu denses, des personnes vivent loin des transports en commun et sans véhicule (et parfois sans accès à Internet). De nombreuses collectivités aimeraient développer le covoiturage pour leur permettre d'aller faire leurs courses, aller chez le médecin ou à une formation. Mettre en place une plateforme de covoiturage peut être complexe et/ou onéreux, rebutant des territoires qui souhaitent déjà tester le mécanisme, ou ont des besoins très simples.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

CoMobi permet à tout territoire d'installer très simplement et sans frais une plateforme de covoiturage minimaliste. Les conducteurs peuvent s'inscrire en ligne, les passagers recherchent et contactent en direct un conducteur. Charge à la collectivité ensuite d'animer le dispositif dans le long terme, de recruter des conducteurs et de faire connaître le système. En option, la collectivité peut proposer aux usagers en situation de fracture numérique de passer par téléphone plutôt qu'internet. CoMobi ne gère pas les paiements en ligne ni autres fonctionnalités avancées (pour lesquelles d'autres offres existent).

● Quel est notre objectif d'impact ?

Dans le Lot, 700 trajets proposés à travers le département en un an, 500 demandes de trajets reçues (entre 100 et 200 effectués). Application en cours de déploiement sur d'autres territoires.

Pensé pour : agglomération ; commune



 www.poubellesbattle.fr

 **Contactez-nous !**

Jennifer Stephan

jennifer.stephan@beta.gouv.fr

Poubelles battle

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Faciliter et promouvoir la pratique du compostage collectif en agglomération.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Le produit permettra de faciliter la demande et l'installation d'un composteur, qu'il soit collectif ou non, tout en s'assurant que chaque demandeur soit formé correctement. Une fois que le foyer est équipé, le produit joue un rôle de motivation en facilitant la communication entre les utilisateurs, le(s) référent(s) et la collectivité. Enfin, la solution introduit un nouveau concept de bourse au compost et aux déchets organiques afin que chaque profil d'utilisateur trouve un intérêt à échanger. Le tout est emballé dans une interface la plus intuitive possible et fait appel à la gamification comme outil d'acquisition et de motivation des utilisateurs.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Croissance du nombre de composteurs collectifs installés pour réduire les tonnages de poubelles vertes.

Faciliter le suivi opérationnel et logistique.

Pensé pour : toute collectivité territoriale



👉 <https://aides-territoires.beta.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Alexia Gazel

aides-territoires@beta.gouv.fr

Aides-territoires

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

La recherche d'aides est un travail fastidieux et chronophage pour les collectivités : les dispositifs d'appui sont diffusés au sein de réseaux spécifiques et l'information, présentée de manière inégale, est dispersée sur les différentes plateformes des nombreux porteurs d'aides. Les aides ne bénéficient alors qu'à une partie des collectivités, celles qui peuvent consacrer des moyens importants au travail de veille, ce qui renforce la fracture territoriale française.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Aides-territoires facilite la recherche d'aides des agents et des élus locaux en rendant visibles et lisibles tous les dispositifs financiers et d'ingénierie auxquels les collectivités peuvent prétendre, grâce à un moteur de recherche territorialisé et thématique.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Aides-territoires a pour objectif de permettre aux collectivités de réaliser leurs projets locaux. Aujourd'hui, la plateforme compte 12000 visiteurs par mois. 90% d'entre eux considèrent qu'Aides-territoires leur est utile et découvrent des dispositifs qu'ils ne connaissaient pas, et 96% gagnent du temps grâce à la plateforme.

Pensé pour : toute commune ou EPCI



<https://adresse.data.gouv.fr/bases-locales>

Contactez-nous !

Jérôme Desboeufs
adresse@data.gouv.fr

Base Adresse Locale

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Les adresses inexistantes ou incomplètes renforcent la fracture numérique, génèrent une tension sur l'accès aux équipements publics et ralentissent le déploiement de la fibre optique. Et si le choix des adresses revient aux communes par délibération du conseil municipal, peu de collectivités disposent des moyens techniques ou financiers de transmettre ces données.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

La solution est de libérer les communes sur la gestion de leurs adresses. L'éditeur de Base Adresse Locale permet aux communes de gérer directement les adresses dans un outil simple et performant, parfaitement compatible avec les normes requises dans la Base Adresse Nationale. Ces adresses sont synchronisées avec la Base Adresse Nationale une fois par semaine, informant donc très fréquemment l'ensemble des services publics et les principaux opérateurs privés de tout changement.

● Quel est notre objectif d'impact ?

La capacité à gérer la mise à jour des adresses revient aux communes, y compris celles qui ne disposent pas de compétence technique en interne. Une commune opérationnelle sur l'adressage peut répondre aux problématiques de ses administrés.

Pensé pour : régions, EPCI, communes



<https://place-des-entreprises.beta.gouv.fr>

✉ **Contactez-nous !**

Mathieu Gens

mathieu.gens@beta.gouv.fr

Place des Entreprises

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Des milliers d'aides et d'accompagnements publics aux entreprises existent, portés par différents organismes publics et parapublics. Malheureusement ces dispositifs restent largement méconnus des petites et moyennes entreprises. La lisibilité des aides devient de plus en plus complexe. Enfin, les chefs d'entreprise ne savent pas toujours à qui adresser leurs demandes et ils n'ont que peu de disponibilité pour entamer de telles démarches. Il est temps que l'offre de services des acteurs publics rencontre les besoins des TPE & PME !

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Place des Entreprises est un nouveau service public qui permet à l'État, aux régions volontaires et à l'ensemble des organismes publics et parapublics de développer leur rôle d'appui et de conseil auprès des TPE & PME. Concrètement, il s'agit d'une mise en relation vers un conseil personnalisé et de proximité. Un projet, une difficulté, une question du quotidien ? Le chef d'entreprise est rappelé par LE conseiller qui peut l'aider sur son territoire.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Déjà 2530 entreprises aidées et plus de 1000 conseillers référencés en Hauts-de-France au sein de 50 partenaires, sur tous les sujets d'entreprise : ressources humaines, développement commercial, investissement, difficultés financières, santé et sécurité, transition numérique, environnement et transition écologique...

ADMINISTRATION

Pensé pour : administrations centrales et collectivités territoriales



👉 <https://api.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Xavier Juppe

contact@api.gouv.fr

api.gouv.fr

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Les différentes administrations publiques produisent et détiennent de nombreuses données : ces données peuvent être liées au territoire, à la fiscalité, aux entreprises ou encore aux citoyens.

Ce sont autant de sources pour créer des services publics numériques efficaces et innovants, par le biais d'APIs, qui mettent en relation les producteurs de données et les services qui ont besoin de ces données : pour valider le droit à une subvention territoriale, on pourra par exemple combiner une API de données géographiques et API de données fiscales.

Mais comment savoir qui détient la donnée au sein des multiples structures de l'administration et comment y avoir accès ?

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

api.gouv.fr est d'abord un site Internet public mais c'est aussi une équipe qui recense les APIs existantes, conseille et accompagne les administrations qui construisent des services numériques. Elle facilite et dématématise l'accès aux données entre administrations habilitées, rassure et établit une relation de confiance entre les administrations qui construisent des services numériques et celles qui mettent à disposition leurs données.

● Quel est notre objectif d'impact ?

- Permettre l'accès à toutes les données produites par l'administration.
- Faciliter la construction de services numériques pour répondre aux démarches les plus fréquentes demandées aux administrés, grâce aux APIs du service public.

Pensé pour : administrations centrales et collectivités territoriales



👉 <https://entreprise.api.gouv.fr>

✉ **Contactez-nous !**

Christophe Gaie

support@entreprise.api.gouv.fr

API Entreprise

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Depuis le 20 janvier 2018, les associations et les entreprises qui réalisent une démarche administrative ne sont plus tenues de fournir certaines informations ou pièces justificatives déjà détenues par l'administration. Les administrations, doivent désormais récupérer, grâce à leur logiciels, ces données et documents et ne plus les demander aux personnes morales. Afin de simplifier l'accès à ces données, la DINUM propose une API (interface de programmation applicative) qui, intégrée aux logiciels, permet cette simplification.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

API Entreprise permet d'accéder aux informations détenues par l'administration sur les entreprises et les associations. Les données diffusées sont déjà intégrées aux places de marchés (profils acheteurs) pour la simplification des marchés publics. Les communes peuvent et doivent aussi les utiliser pour les aides et subventions octroyées aux associations ou aux entreprises. Les données accessibles sont: le répertoire national des associations et les documents déposés en préfectures, le répertoire SIRENE, les attestations fiscales et sociales, cotisation MSA et agefip, certificats délivrés par ADEME...

● Quel est notre objectif d'impact ?

API Entreprise a permis à des entreprises de ne pas redonner 2 500 000 informations déjà connues de l'administration au cours des 30 derniers jours.

Pensé pour : administrations centrales et collectivités territoriales



👉 <https://particulier.api.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Stanislas Bernard

contact@particulier.api.gouv.fr

API Particulier

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Depuis le 20 janvier 2018, les particuliers ne sont plus tenus de fournir la preuve de leurs ressources dans le cadre des démarches qu'ils réalisent auprès des administrations, notamment des communes et des intercommunalités. Les administrations sont tenues de récupérer le quotient familial ou le revenu fiscal de référence auprès de la CAF ou de la DGFIP lorsqu'elles sont équipées d'un logiciel de gestion des activités (compte famille) ou des aides sociales (CCAS). Pour ce faire la DINUM propose une API (particulier) qui, intégrée aux logiciels, permet de récupérer ces informations à la source. Outre la simplification des démarches pour les usagers, les services n'ont plus à effectuer de ressaisie et bénéficient d'une information fiable.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

La DINUM propose l'API particulier qui regroupe les données de la DGFIP et de la CAF pour simplifier les démarches des usagers. Cette API ne peut être utilisée que dans le cadre des logiciels métiers utilisés par les administrations et collectivités.

● Quel est notre objectif d'impact ?

API particulier reçoit 20000 appels par jour (soit autant de justificatifs papier évités). Parmi ces 20000 appels, 72% concernent des données DGIP, 28% des données CAF.

Pensé pour : administrations centrales et collectivités territoriales



👉 [www.github.com/betagouv/datapass](https://github.com/betagouv/datapass)

✉ **Contactez-nous !**

Raphaël Dubigny
datapass@api.gouv.fr

Data Pass

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Lorsqu'une administration expose des données à caractère personnel, elle doit pouvoir interdire leur diffusion aux organisations qui n'ont pas le droit d'y accéder. Par exemple, une agence de voyage n'a pas à connaître le revenu fiscal de référence de ses clients. Il faut donc que l'administration habilite les organisations éligibles. Mais en tant que collectivités territoriales, comment accéder à ces données sans avoir à signer des conventions avec chacune des administrations productrices de données, - ayant potentiellement des règles et des procédures différentes - alors même qu'elles sont tenues de ne plus demander ces informations à leurs administrés (cf. Article L114-8 du CRPA) ?

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

- La mise en place d'un cadre juridique commun pour harmoniser et fluidifier les relations entre fournisseurs de données et fournisseurs de service : « Échange de données entre administrations » (L114-8 et suivants) du CRPA.
- La création d'un outil pour faciliter cette mise en relation entre fournisseur et consommateur, Data Pass, qui s'adresse aux ayants droits qui souhaiteraient exploiter des données à caractère personnel.

Data Pass délivre des habilitations, à travers un parcours simple, standardisé et conforme, pour accéder à l'ensemble des données protégées produites par l'État.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Accélérer le déploiement du « Dites-le nous une fois ».

Pensé pour : inspections générales des collectivités, services chargés de la gestion des fonds européens, missions d'audit et de contrôle interne comme externe...



<https://beta.gouv.fr/startups/e-contrôle.html>

✉ Contactez-nous !

Elisabeth Tzorzis

e-contrôle-beta@ecomptes.fr

E.contrôle

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Simplifier le contrôle pour les contrôleurs et les contrôlés. Diminuer le temps administratif de classement et de renommage des réponses aux questions.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Nous avons développé une solution open-source permettant de simplifier les échanges entre les contrôlés et les contrôleurs.

Elle permet aux auditeurs :

- de renseigner simplement leurs questions ;
- de visualiser les réponses sous chaque question ;
- d'explorer les réponses automatiquement classées et renommées depuis leur explorateur de fichiers windows - d'être alerté si de nouveaux documents de réponses sont déposés ;
- d'être autonome pour ouvrir un espace de dépôt ou créer, modifier et supprimer des comptes utilisateurs. Elle permet aux audités de déposer facilement des documents sous chaque question.

En outre, cette solution ne nécessite ni formation ni notice d'utilisation.

● Quel est notre objectif d'impact ?

La majorité des équipes de contrôle de la Cour des comptes utilisent cette solution 18 mois après son lancement. Chaque équipe de contrôle économise à minima entre deux et trois jours de travail administratif grâce à cette solution afin de les consacrer à la valeur ajoutée de leur métier : analyser et produire des rapports.

OPEN DATA

Pensé pour : tous les territoires



 <https://data.gouv.fr>

Contactez-nous !

Mathilde Hoang & Tam Kien Duong
support@data.gouv.fr et
ouverture@data.gouv.fr

data.gouv.fr

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

La Loi pour une République Numérique institue l'open data par principe. Ainsi si toutes les collectivités de plus de 3500 habitants sont soumises à l'obligation de publier leur données, sans accompagnement, cette tâche peut être coûteuse et nécessiter des compétences techniques et juridiques.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

La plateforme data.gouv.fr, qui permet de publier des données publiques par les administrations locales et de les rendre ouvertes. Elle fournit tous les outils nécessaires pour contribuer au catalogue des données publiques et permet :

- de publier directement des données et de les mettre en contexte ;
- de référencer les données des administrations disposant de leur propre portail ;
- d'offrir un large panorama des données publiques disponibles.

Elle intègre également des outils d'accompagnement en montée de qualité des données et d'information sur le cadre juridique sous la forme de documentation et de guides.

● Quel est notre objectif d'impact ?

- Réduire le coût d'entrée dans le dispositif national d'ouverture des données publiques et que chaque collectivité voulant contribuer puisse le faire.
- Assurer une meilleure circulation et l'usage des données ouvertes au sein des administrations.
- Alimenter l'information sur la vie publique au travers de la transparence par les données.

Pensé pour : tous les territoires



 <https://guides.etalab.gouv.fr>

 **Contactez-nous !**

Mathilde Hoang

guides@etalab.gouv.fr

guides.etalab.gouv.fr

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Accompagner les administrations dans la mise en œuvre de leurs projets relatifs à la donnée :

- faciliter la compréhension du cadre légal en la matière (open data, open source, open algo) ;
- faciliter la mise en œuvre technique et organisation des projets relatifs à la donnée.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Ensemble de guides à l'attention des administrations qui souhaitent mener des projets relatifs à la donnée. L'accompagnement est autant technique, juridique, qu'organisationnel. Les élus pourront notamment découvrir des guides juridiques relatifs à la mise en œuvre du cadre légal en matière d'open data / d'open source et d'open algo.

● Quel est notre objectif d'impact ?

- Formation des agents administratifs sur la question de la donnée.
- Ouverture de données de qualité et facilement exploitables.
- Ouverture des algorithmes publics.
- Ouverture et utilisation de logiciels open source.

CITOYENS

Pensé pour : conseils départementaux de l'accès au droit



 <https://code.travail.gouv.fr>

 **Contactez-nous !**

Abdessamad Youssfi

abdessamad.youssfi@beta.gouv.fr

Code du travail numérique

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Pour faire valoir ses droits et appliquer ses obligations, encore faut-il les connaître et les comprendre.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Un moteur de recherche qui comprend votre question (en droit du travail) et vous propose les réponses les plus pertinentes dans un français facile.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Améliorer la compréhension du droit du travail des salariés et employeurs.

Pensé pour : toute commune ou EPCI



<https://acceslibre.beta.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Julia Zucker

julia.zucker@developpement-durable.gouv.fr

AccesLibre

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Recenser, inventorier et cataloguer l'accessibilité des établissements recevant du public (ERP) en France. Exposer ces données publiquement (interface utilisateur, API).

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

AccesLibre offre aux collectivités locales ainsi qu'aux gestionnaires des outils pour référencer l'accessibilité des ERP sur le territoire, et rend ces informations accessibles au grand public.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Obtenir une base de données de l'accessibilité des ERP sur quelques communes partenaires, obtenir un ou plusieurs retours utilisateur positifs à l'utilisation du service.

ENVIRONNEMENT

Pensé pour : toute commune ou EPCI



 <https://camino.beta.gouv.fr>

Contactez-nous !

Guillaume Levieux
camino@beta.gouv.fr

Camino

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Connaître les projets miniers qui concernent son territoire, consulter les dossiers et répondre aux demandes d'avis formulés par le préfet ou encore actualiser ses documents d'urbanisme avec les titres miniers à jour était un parcours du combattant pour les élus.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Camino ouvre le cadastre minier pour mieux gérer les projets partout en France.

● Quel est notre objectif d'impact ?

100 % du cadastre minier valide et des demandes de titres miniers en cours d'instruction disponibles pour toutes les communes. Mieux connaître chaque projet minier avec la fiche d'information Camino. Des plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) toujours à jour avec les périmètres miniers correctement annexés.

Pensé pour : collectivités avec des exploitations agricoles, et qui souhaitent prendre en main la santé des habitant·es et la préservation de la biodiversité



 <https://cartobio.org>

Contactez-nous !

Lucas Bchini, Nicolas Perrot,
Sabine Safi et Thomas Parisot
cartobio@beta.gouv.fr

CartoBio

● **Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?**

L'emplacement des parcelles cultivées en bio n'est pas connu du grand public

● **Quelle solution avons-nous trouvée ?**

Visualisation des parcelles cultivées en bio.

API à destination des organismes de certification (OC).

Jeu de données du registre parcellaire bio.

● **Quel est notre objectif d'impact ?**

Connaître 100% du registre parcellaire cultivé en bio.

Ouvrir les données du registre parcellaire cultivé en bio.

Pensé pour : communes, département,
région, DDT, DRAAF



👉 <https://peps.beta.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Benjamin Doberset

peps@beta.gouv.fr

Peps

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Soutenir les agriculteurs dans leur transition vers des pratiques plus durables.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Une plateforme d'échange de pratiques et d'expérimentation pour les agriculteurs. L'ensemble des pratiques provient du monde agricole. Certaines pratiques pourront avoir été certifiées par des organismes publics comme les chambres d'agricultures, les instituts techniques ou l'INRA.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Startup actuellement en pivotement : au départ il s'agissait de proposer des pratiques développées dans le cadre du plan ecophyto. Après un retour de plus de 100 agriculteurs, il a été décidé de modifier cette proposition. De nouveaux entretiens avec des agriculteurs ont amenés le service à explorer l'échange d'expérimentation entre agriculteurs.

La proposition est en cours de test pour la première partie de 2020.

Pensé pour : toute collectivité territoriale



<https://trackdechets.beta.gouv.fr>

Contactez-nous !

Judith Lenglet

judith@trackdechets.beta.gouv.fr

Trackdéchets

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

La traçabilité des déchets dangereux, obligation réglementaire aujourd'hui assurée par un Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) papier, est à la fois chronophage et coûteuse pour les producteurs (les collectivités en font partie) et leurs prestataires déchets en charge de leur collecte/traitement/élimination. Par ailleurs, le mode de traçabilité actuel reste peu efficace, impliquant des risques environnementaux et sanitaires importants avec des déchets dangereux encore trop souvent pris en charge par des acteurs malveillants et jetés dans la nature. Enfin, les acteurs publics manquent de données précises essentielles pour adapter au mieux la politique publique en matière de gestion des déchets.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Trackdéchets est une plateforme qui simplifie et sécurise la gestion des déchets dangereux en dématérialisant entièrement la traçabilité d'un bout à l'autre de la chaîne de traitement des déchets et en apportant plus de transparence dans la filière déchets (vérification des autorisations, etc.).

● Quel est notre objectif d'impact ?

Dématérialiser l'ensemble des acteurs de la filière des déchets dangereux.

- 9700 BSD transmis sur Trackdéchets
- 800 entreprises inscrites sur la plateforme
- une quinzaine d'entreprises professionnelles du déchet partenaires (connectant leur logiciel métier à l'API Trackdéchets afin que la donnée circule de bout en bout).



Pensé pour : EPCI ; communes

UrbanVitaliz (friches)

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

En dehors des agglomérations, les friches (industrielles, commerciales, d'habitation etc.) ne se recyclent pas d'elles-mêmes. Or beaucoup de collectivités ne savent pas comment s'y prendre pour les réhabiliter : quelles démarches, contacts, ressources, financements, etc.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Le produit va guider la collectivité dans la réhabilitation de sa friche, en s'adaptant à sa situation spécifique. Il pointera les démarches à suivre, ressources, financements, institutions à contacter, etc.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Davantage de friches recyclées.

Moins d'artificialisation des sols naturels ou agricoles.



<https://beta.gouv.fr/startups/friches.html>



Contactez-nous !

Perrine Rutkowski, Sabine Safi

perrine.rutkowski@cerema.fr ou

sabine.safi@beta.gouv.fr

INSERTION

Pensé pour : toute organisation en lien avec des jeunes de tout territoire



<https://diagoriente.beta.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Pascal Chaumette

pascal.chaumette@beta.gouv.fr

Diagoriente

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Diagoriente s'attaque à un véritable défi national: l'insertion professionnelle durable des jeunes sortis du système scolaire sans qualification valorisable sur le marché du travail.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Diagoriente propose de faire le point et de valoriser ses expériences personnelles comme professionnelles : ce profil compétenciel est consultable et partageable sous la forme d'une carte de compétences. Après un bilan explorant ses intérêts professionnels, les jeunes se voient proposer des pistes de métiers qu'ils peuvent directement tester par le biais d'un moteur de recherche d'immersions professionnelles géolocalisées.

● Quel est notre objectif d'impact ?

70 % des jeunes passés par Diagoriente trouvent une immersion professionnelle dans un métier proposé par l'application.

Pensé pour : communes, CCAS, CIAS, organismes agréés réalisant une activité de domiciliation



👉 <https://domifa.fabrique.social.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Chiraz Herizi

contact.domifa@fabrique.social.gouv.fr

Domifa

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Faciliter l'accès aux droits pour les personnes sans domicile stable, en simplifiant la gestion de la domiciliation.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Domifa est une plateforme web sécurisée accessible gratuitement qui permet de gérer efficacement les différents aspects de la domiciliation :

- instruction des demandes de domiciliation et gestion des dossiers (radiations, renouvellement, fin de domiciliation, etc.) ;
- édition des Cerfa en ligne ;
- enregistrement et suivi des interactions avec les domiciliés (courriers reçus et distribués, passages, appels, etc.) ;
- réalisation du rapport annuel d'activité

● Quel est notre objectif d'impact ?

Désengorger les structures en facilitant la gestion de la domiciliation.

Libérer du temps administratif afin de le consacrer à de l'accompagnement social.

Pensé pour : structure publique
comme : structures d'insertion, maison
départementale d'action sociale, CCAS,
Pôle emploi.



 <https://eva.beta.gouv.fr>

Contactez-nous !

Lauren Michel

contact@eva.beta.gouv.fr

eva

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Les compétences transversales sont de plus en plus importantes. Mais il n'existe pas d'outil permettant d'évaluer facilement ces compétences pour les conseillers qui accompagnent le demandeur d'emploi.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

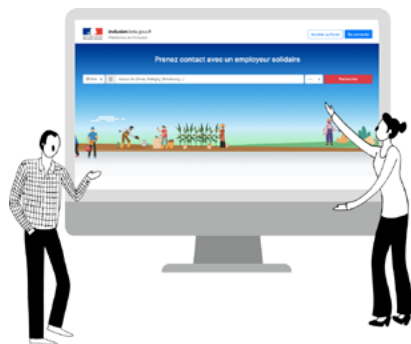
Evaluer les compétences transversales (cognitives) et savoirs de base au travers de jeux reproduisant des mises en situations professionnelles. L'objectif d'eva est d'orienter les candidats vers les formations (compétences de base et professionnelles) et les métiers en tension les plus adaptés, et d'offrir un outil de positionnement en entrée de formation, permettant notamment de personnaliser le parcours d'insertion ou d'apprentissage.

● Quel est notre objectif d'impact ?

500 passations en 2019.

A venir : % de mise en action post-eva avec lien avéré (entrée en formation, insertion professionnelle, personnalisation du parcours de formation / accompagnement IAE), % de personne déclarant avoir gagné confiance en eux après la passation d'eva
Satisfaction des utilisateurs : évalués et accompagnant

Pensé pour : tous les territoires



👉 <https://inclusion.beta.gouv.fr>

✉ Contactez-nous !

Eric Barthélémy et Pierre Deleforge

contact@inclusion.beta.gouv.fr

Plateforme de l'Inclusion

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Une part importante de la population privée d'emploi ne bénéficie pas encore de l'insertion par l'activité économique (IAE), faute de bien connaître les opportunités ou d'être orienté.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Un service en ligne qui permet à chacun (maire, administré, agent de mairie, médecin, etc.) de découvrir les opportunités de travail dans l'insertion autour de lui ou elle et d'orienter facilement une personne qui en a besoin.

● Quel est notre objectif d'impact ?

- recrutement de personnes privées d'emploi (invisibles, bénéficiaires RSA, etc.) dans les structures de l'insertion par l'activité économique ;
- diminution de la charge administrative pour les acteurs de l'insertion.

Pensé pour : services des solidarités au sein des conseils départementaux



 www.rdv-solidarites.fr

 **Contactez-nous !**

Camille Garrigue

contact@rdv-solidarites.fr

RDV-solidarités

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Réduire le nombre de rendez-vous non-honorés afin de donner plus de disponibilités aux usagers dans le besoin.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Un outil de prise de RDV en ligne dédié au domaine des solidarités :

- rappels email/sms de confirmation et rappel 48h avant ;
- annulation en ligne ;
- file d'attente permettant de proposer un créneau plus tôt à l'utilisateur si libération du créneau suite à annulation.

● Quel est notre objectif d'impact ?

A ce jour, six départements utilisateurs et 1500 RDV pris sur la plateforme en deux mois.

Avec l'expérimentation de Doctolib dans le département du 62, les lapins sont passés de 28% à 8%.

MOBILITÉS

Pensé pour : collectivités territoriales ayant une compétence nouvelles mobilités et régions



<http://covoiturage.beta.gouv.fr>

 **Contactez-nous !**

Margot Sanchez

contact@covoiturage.beta.gouv.fr

Registre de Preuve de Covoiturage

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

En mettant en place des incitations pour développer le covoiturage sur son territoire, un acteur public peut favoriser le changement de comportement de la population. Cependant, les territoires peinent à lancer ce type de programmes pour essentiellement deux raisons : la fraude massive et la complexité de l'ingénierie financière, opérationnelle et juridique à mettre en œuvre pour délivrer des incitations en faveur du covoiturage.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

Grâce à ce service, un territoire peut mettre en œuvre une campagne d'incitation efficace en faveur du covoiturage. Les résultats peuvent être suivis sur le service qui fait converger et atteste les trajets effectués par les utilisateurs de plateforme de covoiturage. C'est une boîte à outils facilitant au maximum l'ingénierie financière, opérationnelle et juridique à mettre en place.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Développer la pratique du covoiturage.

HABITAT

Pensé pour : Tous les territoires et en expérimentation jusqu'à décembre 2020 sur l'agglomération Pau Béarn Pyrénées



 <http://histologe.agglo-pau.fr>

Contactez-nous !

Alban Sestiaa et Chouaïb Nounes
chouaib.nounes@beta.gouv.fr
alban.sestiaa@beta.gouv.fr

Histologe

● Quel problème avons-nous cherché à résoudre ?

Lutter contre le mal-logement.

● Quelle solution avons-nous trouvée ?

La création d'un outil, capable de mesurer la criticité d'un signalement et de lancer des alertes vers les partenaires en capacité d'intervenir. La mesure de cette criticité, établie comme une classe d'étiquette énergie, permettra :

- d'identifier facilement les actions à mettre en œuvre ainsi que leur degré de criticité ;
- de filtrer les signalements pour ne transmettre aux experts habitat que les désordres qui nécessitent une intervention publique.

Histologe assure un accès au suivi des situations signalées et facilite donc la détection, le signalement, l'évaluation et l'envoi d'alertes liées logements non conformes pour accélérer la prise en charge du "mal logement".

Histologe propose de dématérialiser les visites de logement et de mesurer les désordres signalés dans les logements via l'installation de capteurs intelligents afin de cibler et résoudre les problèmes. Histologe a mis en place un numéro de téléphone pour les usagers en situation d'exclusion numérique.

● Quel est notre objectif d'impact ?

Depuis le 1^{er} juillet 2020 (date du lancement de la plateforme) à aujourd'hui, 80 signalements reçus et neuf situations résolues. Soit environ trois signalements/jour.

Vous souhaitez en savoir plus sur l'approche beta.gouv.fr et sur l'accompagnement dont votre collectivité pourrait bénéficier pour investiguer et résoudre des problèmes rencontrés par vos citoyens ?



être rappelé



nous écrire